EUobserver

BRUSSELS' WORLD SIMULATION · ANALYSE · ÉNERGIE

Nucléaire : après EDAR, la bataille d'influence ne fait que commencer

Avec sa proposition EDAR, la Commission européenne accorde au nucléaire une place plus importante dans la gouvernance énergétique de l'Union. Comptabilisation partielle dans les PNEC, réserves de combustible, sécurité d'approvisionnement : plusieurs demandes défendues ces dernières semaines par les États pro-nucléaires et leurs relais politiques se retrouvent dans le texte. Mais cette reconnaissance reste encadrée, et la prochaine bataille se jouera désormais au Parlement et au Conseil.

Le nucléaire n'est plus à la marge du débat européen sur l'énergie.

Dans sa proposition de règlement sur l'énergie décarbonée, autonome et résiliente, publiée le 2 novembre, la Commission européenne reconnaît explicitement la contribution du nucléaire à la décarbonation, à la sécurité d'approvisionnement et au fonctionnement du système énergétique.

Le changement le plus visible concerne les plans nationaux énergie-climat (PNEC). Jusqu'en 2030, les États qui utilisent l'énergie nucléaire pourront comptabiliser jusqu'à 12 % de la part du nucléaire dans leur bouquet énergétique comme contribution équivalente aux objectifs en matière d'énergies renouvelables.

C'est une ouverture majeure. Toutefois, elle ne constitue pas une égalité complète entre nucléaire et renouvelables.

L'équivalence prévue par la Commission disparaît pour les PNEC couvrant la période 2030-2040, sauf nouvelle décision du législateur européen. Le compromis est donc seulement temporaire.

La proposition EDAR maintient parallèlement une trajectoire très ambitieuse pour les renouvelables, avec un objectif européen de 42,5 % de renouvelables en 2030 et trace une trajectoire vers au moins 65 % en 2040.

Autrement dit, Bruxelles reconnaît davantage l'atome sans remettre en cause la priorité donnée au développement des renouvelables.

Une demande portée par un front d'États de plus en plus organisé

Cette évolution est le fruit d'un travail de différents acteurs en amont.

Ces dernières semaines, les États favorables au nucléaire ont organisé leur pression autour de l'Alliance européenne du nucléaire. La République tchèque et la Slovénie ont joué un rôle moteur dans



la constitution d'une position commune, ensuite relayée par plusieurs gouvernements.

France, Pologne, Bulgarie, Finlande, Suède, Slovaquie ou encore Croatie ont défendu, à différents degrés, une même idée : la transition énergétique européenne doit respecter les choix nationaux et reconnaître les technologies bas-carbone sans imposer un modèle énergétique unique.

La Slovaquie a notamment défendu publiquement l'idée de placer le nucléaire « sur un pied d'égalité avec les autres énergies vertes », tout en demandant des mesures « flexibles et réalistes ».

La République tchèque a également rencontré NuclearEurope, en présentant le nucléaire comme un outil de souveraineté, de sécurité énergétique et de décarbonation.

L'Alliance nucléaire n'a toutefois pas obtenu tout ce qu'elle réclamait. La Commission ne consacre pas une neutralité technologique complète et permanente dans les objectifs européens. La règle des 12 % reste plafonnée et limitée dans le temps.

C'est donc ce qui devrait alimenter les prochaines négociations.

Le nucléaire devient aussi une question de sécurité énergétique

Le deuxième changement majeur d'EDAR porte sur les combustibles nucléaires.

La Commission veut désormais traiter les dépendances aux importations d'uranium et de combustible comme un enjeu européen de sécurité énergétique.

Le texte prévoit une stratégie européenne de réserves de combustible nucléaire. Chaque État membre utilisant le nucléaire devrait disposer d'une réserve équivalente à au moins trois années de consommation nationale, tandis que l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pourrait participer à la constitution de réserves communautaires d'urgence et de solidarité.

Pour les défenseurs du nucléaire, cet élément pèse directement dans le débat sur la souveraineté énergétique. Leur argument est simple : même si l'uranium est importé, le combustible peut être stocké sur plusieurs années, ce qui permettrait aux centrales de continuer à fonctionner en cas de rupture temporaire des approvisionnements.

Cette lecture est toutefois contestée par une partie des sociaux-démocrates et des écologistes. Ceux-ci rappellent que l'Union reste dépendante de pays tiers pour une partie de son uranium, tandis que le vent ou le soleil constituent des ressources directement disponibles sur le territoire européen.

Derrière cette opposition se dessinent deux visions distinctes de la souveraineté : d'un côté, la capacité à sécuriser et stocker suffisamment de combustible pour résister à une crise ; de l'autre, la réduction maximale de la dépendance à des ressources importées.

NuclearEurope et E.ON dans la bataille

Les gouvernements ne sont pas les seuls à avoir travaillé sur le sujet.



NuclearEurope, qui représente l'industrie nucléaire européenne, défend une ligne clairement favorable à la neutralité technologique. L'organisation soutient l'objectif de réduction de 90 % des émissions nettes en 2040 et la neutralité climatique en 2050, à condition que les moyens pour les atteindre ne favorisent pas une technologie décarbonée au détriment d'une autre.

NuclearEurope assume par ailleurs sa proximité avec l'Alliance européenne du nucléaire, dont elle dit partager les revendications. Elle a également travaillé avec E.ON sur une approche commune en vue des négociations.

Plusieurs éléments d'EDAR sont donc favorables : reconnaissance du nucléaire dans les PNEC, prise en compte de son rôle dans la sécurité d'approvisionnement et stratégie européenne sur les combustibles.

Reste à savoir si NuclearEurope et ses partenaires chercheront désormais à aller plus loin, notamment sur la durée de l'équivalence accordée au nucléaire ou sur son accès aux mécanismes européens de financement.

À ce stade, leurs demandes précises pour la phase d'amendements ne sont pas encore connues.

À Bruxelles, plusieurs relais politiques sont déjà identifiés

Au Parlement européen, ECR est l'un des relais les plus explicites du camp pro-nucléaire.

Aurelijus Veryga, président du groupe, a publiquement soutenu la déclaration de l'Alliance européenne du nucléaire. Il a repris plusieurs de ses demandes : respect de l'article 194 du TFUE sur le choix du mix énergétique, remplacement des sanctions sur les PNEC par un accompagnement financier et accès du nucléaire aux financements européens.

Il a également affirmé que son groupe serait le « relai politique » et le « bouclier législatif » de cette déclaration au Parlement.

Le PPE sera lui aussi à surveiller, mais sa position est plus nuancée.

Borys Budka, membre de la commission ITRE, avait réagi favorablement à la constitution de l'Alliance nucléaire, en estimant que ses membres défendaient au Conseil des positions proches de celles qu'il portait au Parlement. Depuis la publication d'EDAR, il s'est toutefois montré plus prudent : il a simplement annoncé vouloir travailler avec ses collègues du PPE avant de réunir la commission ITRE et de préparer d'éventuels amendements.

La ligne officiellement affichée par le PPE reste plus large : une transition énergétique souveraine, compatible avec la compétitivité des industries européennes.

Il serait donc prématuré d'affirmer que l'ensemble du groupe reprendra les revendications de l'Alliance nucléaire. Ses amendements permettront de mesurer jusqu'où il souhaite aller.



Greenpeace et l'Alliance Énergie verte en contrepoids

En face, les opposants à une assimilation du nucléaire aux renouvelables ont eux aussi structuré leur argumentaire.

Greenpeace a publié, à la demande de la présidence du Conseil, un rapport spécifiquement consacré au nucléaire. L'ONG y défend une position sans ambiguïté : selon elle, le nucléaire, comme le captage et le stockage du carbone ou les absorptions de CO2, « ne représentent pas de réelles solutions climatiques » et risquent de retarder la transition vers un système énergétique reposant à 100 % sur les renouvelables.

WindEurope s'est parallèlement engagé au sein de l'Alliance Énergie verte aux côtés de Greenpeace, WWF, Transport & Environment, CAN Europe, Carbon Market Watch et d'autres organisations.

Cette coalition défend une autre hiérarchie des priorités : accélérer l'électrification, le développement des renouvelables, des réseaux et du stockage, plutôt que d'accorder au nucléaire une équivalence trop large dans les objectifs européens.

La limitation de l'équivalence nucléaire à 2030 pourrait donc devenir l'un des points que ces acteurs chercheront à préserver lors de la négociation.

La Commission elle-même avait préparé le terrain

La proposition EDAR ne constitue pas non plus un virage totalement inattendu de la Commission.

Avant même la publication du texte, la DG ENER avait publiquement mis en avant la contribution possible du nucléaire à la décarbonation, à la sécurité énergétique et à la compétitivité.

La visite du collège des commissaires sur le site d'ITER avait également donné une forte visibilité politique au nucléaire et à la fusion, présentés comme des enjeux d'innovation et de souveraineté technologique européenne.

Avec EDAR, cette inflexion de la Commission se retrouve désormais directement dans sa proposition législative, bien que le texte ne ferme aucun débat.

La Commission a accordé au nucléaire une place plus explicite dans la gouvernance énergétique européenne, sans lui donner l'égalité complète réclamée par ses défenseurs.

C'est précisément cette zone grise qui devrait concentrer la prochaine bataille : les États pro-nucléaires et leurs relais chercheront-ils à transformer cette première reconnaissance en égalité durable, ou les défenseurs des renouvelables parviendront-ils à maintenir les limites fixées par la Commission ?

